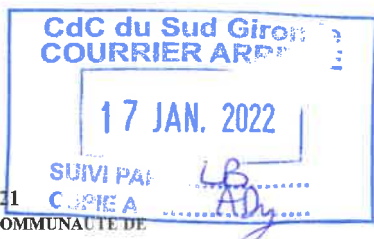




Centre Régional de la Propriété Forestière NOUVELLE-AQUITAINE



N/RÉF : RL/LOD/LP 01/2021

OBJET : ARRÊT DU PLUi COMMUNAUTÉ DE
COMMUNES DU SUD GIRONDE

Bordeaux, le 12 janvier 2022

M. Le Président
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU SUD GIRONDE
PARC D'ACTIVITÉ DU PAYS DE LANGON
21 RUE DES ACACIAS
CS 30036 MAZERES
33213 LANGON CEDEX

000035

Monsieur,

Suite à votre courrier du 24 novembre 2021 concernant le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de la **Communauté de Communes du Sud Gironde**, nous formulons un avis dans le cadre de l'article R.153-6 du Code de l'Urbanisme.

Nous relevons de manière positive le diagnostic sylvicole très détaillé du projet de PLUi qui intègre les éléments relatifs à la filière forêt bois du territoire en reprenant correctement les informations concernant le taux de boisement, les principales essences de production, les récoltes départementales, le nombre de propriétaires ou encore les données concernant les documents de gestion durable.

De manière générale, nous avons pu relever que la préservation des massifs forestiers et de la gestion forestière est un enjeu fort du PLUi. En effet, le document précise que : « L'identité économique du territoire est fortement marquée par la culture de la vigne et l'exploitation de la forêt. Ces filières sont à renforcer et à structurer pour garantir un développement local et préserver un savoir-faire de renommée ». Avec un taux de boisement d'environ 74% sur le territoire, nous relevons de manière positive l'objectif pris dans le PADD qui traduit la volonté de modérer la consommation totale d'espaces à «45% minimum à horizon 2030 par rapport à la décennie passée » et de limiter « la consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers ».

La prise en compte du risque feu de forêt dans le PLUi nous paraît satisfaisante. Un diagnostic complet est relevé dans l'Etat Initial de l'Environnement. L'évaluation environnementale affiche des objectifs concrets de réduction du risque incendie notamment en maintenant des bandes inconstructibles entre les boisements et les constructions. Le diagnostic sylvicole aborde quant à lui les voiries forestières de façon détaillée et complète. Nous constatons au sein du document, la prise en compte de l'Atlas départemental du risque « incendie de forêt » de Gironde et du Règlement Interdépartemental de Protection de la Forêt Contre les Incendies. Nous nous permettons de vous suggérer d'également faire référence au **Plan de Protection des Forêts Contre les Incendies (PPFCI) d'Aquitaine** ainsi qu'au **Guide pour la prise en compte du risque incendie de forêt dans le massif des Landes de Gascogne**. Nous suggérons également de compléter le projet de PLUi en ajoutant des informations concernant la **répartition des points d'eau et notamment des bornes incendies**.

Comme cela est précisé dans l'Etat Initial de l'Environnement, les massifs forestiers feuillus ou résineux sont d'importants réservoirs de biodiversité. Nous vous suggérons de compléter cette partie par des informations concernant les services écosystémiques rendus par la forêt, son **rôle dans la protection de la ressource en eau** ainsi que dans le **stockage et la séquestration de carbone**.



Centre Régional de la Propriété Forestière NOUVELLE-AQUITAINE

Le diagnostic économique nous semble satisfaisant. La filière forêt bois sur le territoire est clairement identifiée dans le rapport de présentation comme étant créatrice d'emplois. Il est bien précisé dans le diagnostic territorial que « L'agriculture et la sylviculture, avec 16.5% des entreprises dans ce domaine soit 269 établissements actifs, arrivent en seconde position et sont largement représentées ».

Dans le règlement graphique, toutes les forêts sont classées en zone N, limitant les nouvelles urbanisations mais permettant le maintien de l'activité économique forestière en autorisant « les constructions, extensions et installations nécessaires à une exploitation forestière » (p163 du règlement écrit).

Enfin, nous souhaitons vous rappeler que, les parcelles boisées qui seraient classées en zone urbanisable sont soumises à autorisation de défrichement au titre de l'article L.341-1 et suivants du Code Forestier.

Au vu de ces éléments, nous émettons un avis favorable.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Le Directeur

Roland de Lary

